

Traduction « je comprends pourquoi ils ne l'aiment pas » par CSP

Diffusion autorisée et même encouragée

Merci de mentionner les sources

* * * *

**document garanti contre les virus, à part celui de la révolte
document non garanti contre les fautes de frappe, de français ou de goût.**

* * * *

“Guerre contre le terrorisme”

la conférence annuelle organisée par Amnesty International au

Trinity College – Dublin – le 18 janvier 2006

par Noam Chomsky

<http://www.amnesty.ie/content/view/full/5146>

version originale en format PDF

<http://www.amnesty.ie/content/download/3898/20352/file/chomsky%20lecture%2006.pdf>

« Terrorisme » est un mot qui provoque de fortes émotions et de grandes préoccupations. La première préoccupation est ben sûr celle de se protéger d'une telle menace, qui a été très présente dans le passé et qui le sera encore plus dans l'avenir. Pour pouvoir le faire d'une manière sérieuse, il nous faut définir quelques directives. En voici quelques unes, assez simples :

- 1) les faits sont importants, même ceux qui nous sont désagréables.
- 2) les principes moraux élémentaires sont importants, même si nous préférons ignorer leurs conséquences.
- 3) une clarté relative est importante. Il est inutile de chercher une définition précise du mot « terrorisme », ou de tout autre concept en dehors des sciences exactes ou des mathématiques, et encore. Mais nous devons être suffisamment précis pour au moins distinguer le terrorisme de deux autres notions qui sont souvent maladroitement associées : l'agression et la résistance légitime.

Si nous acceptons ces directives, il y a des moyens tout à fait constructifs de traiter le problème du terrorisme, qui est un problème grave. On entend couramment dire, contre ceux qui critiquent la politique actuelle, qu'ils n'ont pas de solutions alternatives à proposer. En réexaminant cette affirmation, vous vous rendrez compte qu'il ne s'agit en réalité que d'une autre manière de dire « ils ont des solutions alternatives à proposer, mais elles ne nous plaisent pas. »

Supposons alors que ces directives soient acceptées. Venons-en à la « guerre contre le terrorisme ». Puisque les faits sont importants, il est important de dire que cette Guerre n'a pas été déclarée par George W. Bush au lendemain du 11 septembre, mais par l'administration Reagan, 20 ans auparavant. Ils ont pris le pouvoir en déclarant qu'en matière de politique étrangère, ils allaient affronter ce que le Président appelait « le fléau maléfique du terrorisme », un fléau répandu par « les adversaires dépravés de la civilisation elle-même » et un « retour à la barbarie des temps modernes » (Secrétaire d'Etat George Shultz). Cette campagne aboutit à une forme particulièrement virulente de ce fléau : le terrorisme international dirigé par un gouvernement. Etaient touchés

l'Amérique centrale et le Moyen Orient, mais aussi le sud du continent Africain, l'Asie du sud-est et même au-delà.

Un deuxième fait est que la guerre fut déclarée et menée par à peu près les mêmes personnes que celles qui conduisent cette nouvelle déclaration de guerre contre le terrorisme. Le composant civil de cette Guerre re-déclarée contre le terrorisme est dirigée par John Negroponte, chargé l'année dernière de superviser toutes les opérations anti-terroristes. En tant qu'ambassadeur au Honduras, il était directement impliqué dans une des opérations majeures de la première guerre contre le terrorisme, la guerre de la Contra contre le Nicaragua menée principalement à partir des bases US du Honduras. J'y reviendrai. Le composant militaire de cette Guerre re-déclarée contre le terrorisme est dirigée par Donald Rumsfeld. Au cours de la première phase de la guerre contre le terrorisme, Rumsfeld était le représentant spécial du Président Reagan au Moyen-Orient. Là-bas, son principal travail consistait à établir des relations étroites avec Saddam Hussein pour lui fournir une aide massive, dont les moyens nécessaires pour développer des Armes de Destruction Massive, aide qui s'est poursuivi bien après les atrocités commises contre les Kurdes et la fin de la guerre contre l'Iran. La raison officielle, qui n'était pas un secret, était que Washington avait la responsabilité d'aider les exportateurs étasuniens et aussi « l'opinion très largement partagée » entre Washington et ses alliés Britanniques et Saoudiens que « quels que soient les défauts du dirigeant Irakien, il offrait à l'Occident et à la région un meilleur espoir de stabilité pour son pays que ses ceux qui ont subi sa répression » -- selon les termes d'Alan Cowell, correspondant au Moyen-Orient pour le New York Times, dans un article expliquant la décision de George Bush père d'autoriser Saddam à écraser la rébellion Chiite en 1991 et qui aurait probablement abouti au renversement du tyran.

Saddam est enfin jugé pour ses crimes. Le premier procès, actuellement en cours, concerne les crimes commis en 1982. Il se trouve que 1982 est une année importante pour les relations US-Irak. C'est en 1982 que Reagan fit retirer l'Irak de la liste officielle des états qui soutiennent le terrorisme afin de permettre l'afflux d'aide à son ami à Bagdad. Rumsfeld se rendit ensuite à Bagdad pour confirmer ces mesures. Eu égard à certains articles et commentaires, il paraît qu'il serait déplacé de rappeler ces faits, et pire encore que de laisser entendre que certains mériteraient de se retrouver devant la justice aux côtés de Saddam. Le retrait de Saddam de cette liste libéra une place. Cette place fut immédiatement attribuée à Cuba, peut-être en guise de clin-d'oeil aux guerres terroristes menées par les Etats-Unis contre Cuba depuis 1961 et qui atteignaient des sommets, par des actes qui aujourd'hui encore feraient la une des journaux si nous étions réellement dans une société qui accorde une valeur à la liberté. J'y reviendrai. Encore une fois, tout ceci est révélateur du comportement réel de nos élites devant le fléau des temps modernes.

Puisque la première Guerre contre le Terrorisme fut menée par ceux-là même qui mènent l'actuelle guerre re-déclarée contre le terrorisme, ou par leurs mentors, il en résulte que toute personne réellement intéressée par cette guerre ré-déclarée contre le terrorisme devrait immédiatement se demander comment fut menée la première guerre, dans les années 80. Mais cette question est pour ainsi dire jamais posée. Ce qui se comprend aisément dès que l'on examine les faits : la première guerre contre le terrorisme devint rapidement une guerre meurtrière et brutale, aux quatre coins de la planète, laissant derrière elle des sociétés traumatisées qui ne s'en remettent peut-être jamais. Ce qui arriva n'est pas un secret, mais inacceptable d'un point de vue idéologique, donc écarté de tout examen. L'exhumation des archives est un exercice révélateur, avec d'énormes implications pour le futur. Voilà donc quelques uns des faits qu'on peut rappeler et qui, sans aucun doute, sont importants.

Examinons à présent la deuxième directive : les principes moraux élémentaires. Le plus élémentaire est pratiquement un truisme : les gens honnêtes sont aussi exigeants avec eux-mêmes qu'avec les autres, sinon plus. L'adhésion à ce principe d'universalité aurait

de nombreuses conséquences concrètes. Pour commencer, elle sauverait de nombreux arbres. Le principe réduirait radicalement le nombre d'articles et de commentaires publiés dans les revues sociales et politiques. Elle éliminerait pratiquement toute référence à cette nouvelle théorie à géométrie variable appelée « Guerres Justes ». Ensuite elle nous permettrait d'avoir les mains à peu près propres dans cette Guerre contre le Terrorisme. Voici pourquoi dans pratiquement tous les cas, ce principe d'universalité est violé, tacitement dans la plupart des cas, mais parfois ouvertement. Ce sont là des propos très durs. Je les formule ainsi pour vous inviter à réagir, et j'espère que vous le ferez. Vous découvrirez, je crois, que même si mes propos sont plutôt tranchés – volontairement – ils sont malheureusement très proches de la réalité, et qu'ils sont en fait tout à fait vérifiables. Mais essayez de le faire vous-mêmes, pour voir.

Le truisme moral le plus élémentaire est parfois affirmé, du moins dans les discours. Un exemple, devenu très important aujourd'hui, est celui du Tribunal de Nuremberg. Lors de la condamnation à mort des criminels nazis, le juge Robert Jackson, Procureur principal des Etats-Unis, s'exprima avec éloquence, d'une manière mémorable, sur le principe d'universalité. « Si certains actes de violation de traités constituent des crimes, » a-t-il dit, « ils constituent des crimes qu'ils soient accomplis par les Etats-Unis ou par l'Allemagne et nous ne sommes pas prêts à imposer aux autres en matière de conduite criminelle une règle que nous ne serions pas prêts à nous voir imposer à nous-mêmes... nous ne devons jamais oublier que les principes sur lesquels nous jugeons aujourd'hui les accusés seront les principes sur lesquels nous serons jugés demain. Porter un calice empoisonné aux lèvres des accusés, c'est le porter à nos propres lèvres. »

Il s'agit là d'une déclaration claire et respectable sur le principe d'universalité. Mais le jugement de Nuremberg viola cruellement ce principe. Le Tribunal devait définir le « crime de guerre » et le « crime contre l'humanité ». Le tribunal rédigea les définitions de manière à ce que les crimes ne soient pas considérés comme des crimes lorsqu'ils étaient commis par les alliés. Le bombardement de zones à forte densité de population civile fut exclu, parce que les alliés s'y étaient livrés d'une manière plus barbare encore que les Nazis. Et des criminels de guerre nazis, tels l'Amiral Doenitz, ont réussi à plaider que leurs adversaires Britanniques et Etasuniens s'étaient livrés aux mêmes pratiques. Le raisonnement fut étayé par Telford Taylor, juriste de renommée internationale et Procureur Principal pour les Crimes de Guerre auprès de Jackson. Il expliqua que « punir un adversaire – à fortiori un adversaire vaincu – pour des actes que la nation accusatrice a, elle aussi, accomplis serait si injuste que la loi elle-même s'en trouverait discréditée. » Ce qui est exact. Mais la loi peut aussi être discréditée par une définition du « crime » qui arrange certains. Et les tribunaux qui en découlent sont discrédités par cette même entorse morale. Mais l'exemption devant la loi internationale et les principes moraux élémentaires, que s'accordent les puissants, va bien au-delà de cet exemple pour finalement toucher pratiquement tous les aspects des deux phases de cette Guerre contre le Terrorisme.

Voyons maintenant la troisième directive : la définition du « terrorisme » et sa distinction de l'agression et de la résistance légitime. Cela fait 25 ans que j'écris sur le terrorisme, depuis que l'administration Reagan a déclaré sa Guerre contre le Terrorisme. J'ai employé des définitions qui semblent appropriées à deux égards : d'abord elles sont logiques et ensuite ce sont les mêmes que celles employées officiellement par ceux qui mènent la guerre. Prenez une de ces définitions officielles : le terrorisme, c'est « le recours délibéré à la violence ou à des menaces de violences pour atteindre des objectifs de nature politique, religieuse ou idéologique... par l'intimidation, la coercition ou l'instauration de la peur, » visant principalement les civils. La définition du gouvernement britannique est à peu près la même. « Le terrorisme est le recours, ou la menace de recourir, à une action violente, provoquant dégâts ou désordres, et destinée à influencer le gouvernement ou intimider le public, et exécuté pour faire progresser les objectifs d'une cause politique, religieuse ou idéologique. » Ces définitions paraissent assez claires

et proches de la définition couramment admise. Il semblerait qu'il y ait le même consensus s'agissant du terrorisme partiqué contre ses ennemis.

Et c'est là que le problème surgit. Ces définitions induisent une conclusion tout à fait inacceptable : les Etats-Unis deviennent du coup un des principaux états terroristes, et ce de manière brutale depuis l'époque de Reagan. Pour ne prendre que les cas les plus incontestables, citons le terrorisme d'état mené par l'administration Reagan contre le Nicaragua, terrorisme qui fût condamné par la Cour Internationale de Justice et confirmé par deux résolutions du Conseil de Sécurité (bloquée par le veto US et l'abstention polie de la Grande Bretagne). Un autre cas évident est celui de Cuba, pour lequel les documents sont désormais nombreux et incontestables. La liste est longue.

Mais nous pourrions nous demander si ces crimes d'agressions menées par un état contre le Nicaragua constituent réellement un acte de terrorisme, ou s'ils ne constituent pas une forme plus grave de crime, celle d'agression. La notion d'agression fut clairement définie par Jackson à Nuremberg dans des termes qui ont été à peu près repris dans une résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Un « agresseur », proposa Jackson au Tribunal, est un état qui accompli en premier un acte tel que « l'invasion par ses forces armées, avec ou sans déclaration de guerre, du territoire d'un autre état, » ou « fourni un soutien à des bandes armées formées dans le territoire d'un autre état, ou le refus, malgré la demande de l'état envahi, de prendre les mesures en son pouvoir pour priver ces bandes de soutien ou de protection. » La première partie de cette définition s'applique évidemment à l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. La deuxième, aussi clairement, s'applique à la guerre US contre le Nicaragua. Cependant, nous pourrions être tentés d'accorder le bénéfice du doute aux occupants actuels de la Maison Blanche et à leurs mentors, et ne les considérer coupables que du crime de terrorisme international, appliqué à une échelle gigantesque et sans précédent.

On pourrait aussi rappeler que la notion d'agression fut définie à Nuremberg comme « le crime international suprême, qui diffère seulement des autres crimes de guerre en ce qu'il contient en lui-même le mal accumulé de l'ensemble. » - tout le mal de la terre meurtrie de l'Irak provoqué par l'invasion US-GB, par exemple. Et au Nicaragua aussi, si on accepte que l'accusation ne se réduit pas à un simple cas de terrorisme international. Et au Liban, et toutes ces victimes trop nombreuses et si facilement ignorées parce qu'elles ne font partie du bon camp – aujourd'hui encore. Il y a une semaine (13 janvier), un drone Predator de la CIA attaqua un village au Pakistan, assassinant des dizaines de civils, des familles entières, qui avaient eu le malheur de vivre dans une supposée cache d'Al Qaeda. De telles actions provoquent peu de remous. Tel est le résultat de la perversion morale distillée par des siècles de brigandages impérialistes.

La Cour Internationale de Justice n'a pas retenu l'accusation d'agression contre le Nicaragua. Les raisons invoquées sont intéressantes et d'une grande actualité. Le cas du Nicaragua fut présenté par Abram Chayes, distingué professeur de droit à l'université d'Harvard et ancien conseiller juridique auprès du Département d'Etat. La Cour Internationale rejeta une grande partie des accusations sur les bases que les Etats-Unis, tout en reconnaissant la juridiction de la Cour Internationale en 1946, avaient introduit une clause particulière les excluant de toutes poursuites engagées dans le cadre d'accords internationaux, y compris la charte des Nations Unies. La Cour limita donc ses délibérations au simple droit international et à un accord bilatéral signé entre les Etats-Unis et le Nicaragua, excluant ainsi les accusations les plus graves. Même avec de telles restrictions, la Cour accusa Washington de « recours illégitime à la force » - en clair, de terrorisme international – et lui ordonna de cesser ces crimes et de verser des compensations substantielles. Les Reaganiens réagirent par une escalade de la guerre, et aussi en assumant officiellement les attaques menées par leurs forces terroristes contre les « cibles molles » [soft targets], c'est-à-dire des cibles civiles sans défense. La guerre terroriste ravagea le pays. Le nombre de morts, si on la ramène à la population

des Etats-Unis, s'éleva à 2.25 millions, soit plus que tous les morts de toutes les guerres de toute l'histoire des Etats-Unis. Lorsque le pays retomba sous le contrôle des Etats-Unis, il s'enfonça encore plus dans la misère. Il est désormais classé avant dernier en Amérique latine, devant Haïti et, comme par hasard, le deuxième derrière le Haïti en termes du nombre d'interventions militaires US subies au cours du siècle dernier. La manière habituelle de parler de ces tragédies est de dire que Haïti et le Nicaragua sont des pays « balayés par des tempêtes qu'ils ont eux-mêmes déclenchées, » selon les termes du Boston Globe, un quotidien très progressiste selon les normes US. Le Guatemala est situé en troisième position à la fois en termes de misère et d'interventions, encore des tempêtes auto-déclenchées.

Mais selon les normes occidentales, tout ceci n'a jamais existé. Tout a été éliminé, non seulement de l'histoire en général et des analyses, mais aussi, et ceci d'une manière très révélatrice, de toute l'énorme littérature produite autour de la Guerre contre le Terrorisme re-déclarée en 2001. Sa pertinence est pourtant difficilement contestable.

Tout ceci concerne la frontière entre « terrorisme » et « agression ». Qu'en est-il de la frontière entre « terrorisme » et « résistance » ? La première question posée est celle de la légitimité des actions commises pour réaliser « le droit à l'autodétermination, la liberté, l'indépendance, telles que définies par la Charte des Nations Unies, des peuples privés de ces droits par la force..., particulièrement les peuples sous des régimes coloniaux, racistes ou sous occupation étrangère... » De telles actions sont-elles assimilables au terrorisme ou à la résistance ? Les termes cités ici sont ceux de la dénonciation la plus vigoureuse du terrorisme formulée par l'Assemblée Générale de l'ONU en décembre 1987, et prise malgré les pressions des Reaganiens. C'est donc une résolution importante, d'autant plus qu'elle a reçu la quasi-unanimité des voix. La résolution fut votée par 153 voix contre 2 (le Honduras s'étant abstenu). Elle précisait que « rien dans la présente résolution ne pourrait de quelque manière que ce soit porter préjudice au droit à l'autodétermination, la liberté et l'indépendance, » selon les termes mêmes de la résolution.

Les deux pays qui votèrent contre la résolution expliquèrent, à la session de l'ONU, les raisons de leur vote. Leur opposition était due au paragraphe mentionné. La phrase « régimes colonialistes et racistes » était comprise comme une allusion directe à leur allié de l'apartheid, l'Afrique du Sud, qui menait à l'époque ses massacres dans les pays voisins et menait une répression brutale en interne. A l'évidence, les Etats-Unis et Israël ne pouvaient approuver une résistance au régime de l'apartheid, surtout si celle-ci était dirigée par Nelson Mandela et l'ANC, l'un des « plus grands groupes terroristes au monde », selon ce que Washington avait décidé à l'époque. De même, accorder une légitimité à une résistance contre une « occupation étrangère » était aussi inacceptable. La phrase était comprise comme une allusion à l'occupation Israélienne, soutenue par les Etats-Unis, qui durait depuis 20 ans à l'époque. A l'évidence, une résistance à cette occupation là ne pouvait être soutenue, même si au moment de la résolution, l'occupation était officiellement pratiquement inexistante, malgré la torture répandue, les destructions, la brutalité, le vol des terres et des ressources, et autres actes qui accompagnent habituellement une occupation militaire. Les Palestiniens sous occupation étaient encore les « Samidin », ceux qui souffrent en silence.

Techniquement, il n'y a pas de veto à l'Assemblée Générale. Dans le monde réel, un vote négatif des Etats-Unis correspond à un veto, un double veto en fait : d'abord la résolution n'est pas appliquée et ensuite elle disparaît de l'Histoire. Il faut préciser qu'un tel résultat de vote est assez courant à l'Assemblée Générale, et aussi au Conseil de Sécurité, sur un grand nombre de sujets. Depuis le milieu des années 60, lorsque le monde échappait à peu près à tout contrôle, les Etats-Unis sont en tête, et de loin, dans le nombre de vetos appliqués. La Grande Bretagne est deuxième, très loin devant le suivant. Il est intéressant aussi de noter que la majorité de l'opinion publique étasunienne est favorable à l'abandon du veto et à l'application de la volonté de la

majorité, même lorsque Washington n'est pas d'accord. Ce sont là des faits qui sont virtuellement inconnus aux Etats-Unis, et ailleurs je suppose. Ce qui nous amène à proposer une autre manière de gérer les problèmes du monde : tenir compte de l'opinion publique.

Le terrorisme dirigé et soutenu par les états les plus puissants existe encore de nos jours, souvent de manière choquante. Ces faits nous amène à une mesure qui pourrait limiter le fléau répandu par « des opposants dépravés de la civilisation elle-même » et pour « un retour à la barbarie des temps modernes » : il suffirait d'arrêter de pratiquer le terrorisme et d'arrêter de le soutenir. Cette mesure irait certainement dans le sens des objectifs proclamés. Mais une telle suggestion ne sera pas mentionnée non plus, pour les raisons habituelles. Par contre, ce qu'on entend de temps en temps, comme par une sorte de réflexe incontrôlable, c'est que tous ceux qui font de telles propositions, qui n'ont rien de très radical, passent leur temps à tout mettre sur le dos des Etats-Unis.

Même en expurgeant soigneusement le sujet, des dilemmes surgissent sans cesse. Un dilemme a surgit récemment, lorsque Luis Posada Carriles est entré illégalement aux Etats-Unis. Même sous la définition la plus étroite de « terroriste », il est très certainement un des plus grands terroristes internationaux, depuis les années 60 et jusqu'à nos jours. Le Venezuela a demandé son extradition pour avoir fait exploser un avion de ligne Cubain au Venezuela, tuant 73 personnes. Les accusations sont tout à fait crédibles, mais il y a des réelles difficultés. Après l'évasion miraculeuse de Posada d'une prison Vénézuélienne, le quotidien libéral Boston Globe écrivit ceci : il « avait été engagé par des agents clandestins étasuniens pour diriger les opérations de livraisons aux « Contras » nicaraguayens à partir du Salvador » - en clair, il a joué un rôle clé dans des atrocités encore pires que celle de l'attentat contre l'avion de ligne cubain. D'où le dilemme. Pour citer la presse : « son extradition enverrait un message préoccupant pour tous les agents clandestins en poste à l'étranger et qui indiqueraient qu'ils ne peuvent pas compter sur la protection inconditionnelle du gouvernement US, et pourrait exposer la CIA à des révélations embarrassantes de la part d'un ancien agent. » A l'évidence, un problème délicat à résoudre.

Par chance, le dilemme de Posada fut résolu par les tribunaux, qui rejetèrent la demande d'extradition du Venezuela, en violation d'un traité d'extradition qui existe entre les Etats-Unis et le Venezuela. Le lendemain, le chef du FBI, Robert Mueller, insistait auprès des Européens pour qu'ils accélèrent les procédures d'extraditions demandées par les Etats-Unis. « Nous sommes toujours en train de chercher un moyen d'accélérer ces procédures d'extradition, » a-t-il dit. « Nous pensons que nous devons aux victimes du terrorisme de faire en sorte que justice soit rendue, rapidement et efficacement. » Au sommet Ibéro-américain qui s'est déroulé peu après, les dirigeants d'Espagne et des pays d'Amérique latine ont « appuyé les efforts du Venezuela pour obtenir l'extradition de (Posada) des Etats-Unis et de le présenter devant le justice » pour l'attentat contre un avion de ligne cubain, et ils ont aussi renouvelé leur condamnation du « blocus » des Etats-Unis contre Cuba, confirmant ainsi les résolutions de l'ONU qui sont régulièrement votées à la quasi-unanimité. La plus récente a été votée par 179 voix contre 4 (les Etats-Unis, Israël, les îles Marshall, Palau). Après des protestations énergiques de la part de l'ambassade des Etats-Unis, le Sommet retira l'appel à l'extradition, mais refusa de retirer l'appel à cesser la guerre économique. Posada peut donc rejoindre son collègue Orlando Bosch à Miami. Bosch est impliqué dans des dizaines de crimes terroristes, dont l'attentat contre l'avion cubain, dont beaucoup ont été exécutés sur le territoire même des Etats-Unis. Le FBI et le Département de Justice, qui le considéraient comme une menace pour la sécurité nationale, voulaient son expulsion, mais Bush père prit soin de lui accorder une grâce présidentielle.

Il y a d'autres exemples. Il faut rappeler les propos enflammés de Bush fils lorsqu'il dit « les Etats-Unis ne font pas de différence entre ceux qui commettent des actes de terrorisme et ceux qui les soutiennent, parce que ces derniers sont coupables des mêmes

crimes » et « le monde civilisé doit tenir ces régimes pour responsables. » Ces propos furent prononcés sous une salve d'applaudissements devant la National Endowment for Democracy (NED – le truc qui finance aussi Reporters Sans Frontière – note coquine de la part du traducteur) quelques jours seulement après le refus opposé à la demande d'extradition du Venezuela. Les remarques de Bush posent un autre dilemme. Ou bien les Etats-Unis font partie du monde civilisé, et dans ce cas il faut envoyer l'US Air Force bombarder Washington, ou bien ils se déclarent en dehors du monde civilisé. La logique est imparable, mais, heureusement, la logique passe à la même trappe que les truismes moraux.

La doctrine de Bush selon laquelle « ceux qui hébergent des terroristes sont aussi coupables que les terroristes » fut promulguée lorsque les Talibans demandèrent à voir les preuves avant de livrer aux Etats-Unis les personnes accusées de terrorisme – accusations sans fondements crédibles, comme l'a admis, des mois plus tard, le FBI. Cette doctrine est prise très au sérieux. Le spécialiste des relations internationales de Harvard, Graham Allison, écrit que « qu'elle est déjà devenue la règle « de facto » qui régit les relations internationales, » révoquant « la souveraineté des états qui hébergent les terroristes ». De certains états, pour être précis, et grâce à la négation du principe d'universalité.

On aurait pu s'attendre aussi à voir surgir un dilemme lorsque John Negroponte fut nommé à la tête de la lutte anti-terroriste. En tant qu'ambassadeur au Honduras dans les années 80, il dirigeait la plus grande station de la CIA au monde, non pas à cause du rôle tenu par le Honduras dans les affaires internationales, mais parce que le Honduras était devenue la base principale de la guerre terroriste internationale pour laquelle les Etats-Unis furent condamnés par le Cour de Justice Internationale et le Conseil de Sécurité (sans compter le veto). Connu au Honduras comme « le proconsul », Negroponte était chargé de garantir l'efficacité des opérations terroristes internationales qui atteignirent des niveaux incroyables de sauvagerie. Son travail de gestion de la guerre sur le terrain prit une nouvelle tournure en 1983 lorsque le financement officiel de l'opération fut coupé (par le Congrès US – précision du traducteur). Pour poursuivre la politique de la Maison Blanche, il se livra à des pressions et des pots-de-vin en direction des généraux supérieurs honduriens afin d'obtenir leur soutien et d'autres financements pour la guerre terroriste. Plus tard, des fonds furent illégalement transférés grâce à la vente d'armes des Etats-Unis vers l'Iran. Le plus cruel des tueurs et tortionnaires honduriens était le général Alvarez Martinez, à l'époque chef des forces armées honduriennes. Il avait informé les Etats-Unis qu'il « comptait utiliser les méthodes argentines pour éliminer les subversifs. » Negroponte niait régulièrement l'existence de sordides crimes d'état au Honduras afin de garantir le maintien de l'aide militaire au terrorisme international.

Connaissant tout sur Alvarez, l'administration Reagan lui accorda la Médaille du mérite de la Légion pour avoir « encouragé le succès du processus démocratique au Honduras ». L'unité d'élite responsable des pires crimes au Honduras était le bataillon 3-16, organisé et entraîné par Washington et ses associés néo-nazis argentins. Les officiers militaires honduriens qui dirigeaient le bataillon émargeaient à la CIA. Lorsque le gouvernement du Honduras tenta finalement de faire cesser ces crimes et de traîner les coupables devant la justice, l'administration Reagan-Bush refusa que Negroponte témoigne devant la justice, comme demandée par cette dernière.

Il n'y a pratiquement eu aucune réaction à la nomination d'un grand terroriste international à la tête de la lutte anti-terroriste mondiale. Aucune réaction non plus lorsqu'au même moment, la héroïne d'une lutte populaire qui renversa le régime cruel de Somoza au Nicaragua, Dora María Téllez, se vit refuser son visa pour enseigner à Harvard Divinity School, pour motif de terrorisme. Son crime avait été de participer au renversement d'un tyran et d'un tueur en masse soutenu par les Etats-Unis. Orwell ne saurait pas s'il faut en rire ou en pleurer.

Jusqu'à présent je me suis limité aux sujets qui seraient abordés dans toute discussion sérieuse sur la Guerre Contre le Terrorisme, une discussion qui ne serait pas déformée pour obéir aux lois d'airain de la doctrine. Pourtant, ce faisant, je ne fais qu'effleurer le problème. Mais cédon à l'hypocrisie et au cynisme occidental et adoptons la définition courante du « terrorisme ». C'est d'ailleurs la même que la définition officielle mais à laquelle on applique l'exception de Nuremberg : le terrorisme, c'est eux, pas nous.

Même avec une telle définition, le terrorisme pose toujours un problème et représente une menace qu'il faut tenter de contenir ou d'éradiquer. Cela devrait même être une priorité mais ce n'est pas le cas. C'est très facile à démontrer et les conclusions sont difficiles à entendre.

L'invasion de l'Irak est peut-être le plus bel exemple du peu d'intérêt réel que les dirigeants US et Britanniques attachent à combattre la menace terroriste. Les décideurs à Washington avaient été prévenus, par leurs propres services de renseignement, qu'une invasion aurait certainement pour conséquence une aggravation de la menace terroriste. Ce qui est le cas, comme le confirment leurs propres services de sécurité. Le Conseil du Renseignement National [National Intelligence Council] a signalé il y a un an que « l'Irak et d'autres conflits du futur pourraient fournir un terrain de recrutement, d'entraînement, d'enseignement de techniques et de langues pour une nouvelle génération de terroristes « professionnels » pour qui la violence politique deviendrait une fin en soi », qui se répandraient ailleurs pour défendre les terres musulmanes contre toute attaque « d'envahisseurs infidèles » au sein d'un réseau mondialisé de « groupes extrémistes islamiques diffus », l'Irak remplaçant désormais l'Afghanistan comme terrain de formation pour un réseau plus étendu, résultat de l'invasion. Un rapport gouvernemental de haut-niveau sur la « guerre contre le terrorisme » diffusé deux ans après l'invasion examina la manière de traiter le problème posé par une nouvelle génération de terroristes, formés ces dernières années en Irak. Les dirigeants de haut rang sont de plus en plus préoccupés par ce que l'un deux a appelé une « hémorragie » de centaines de milliers de jihadistes entraînés en Irak qui iraient rejoindre d'autres pays du Moyen Orient et d'Europe occidentale. « c'est un nouveau facteur de l'équation à résoudre » a déclaré un ancien haut fonctionnaire de l'administration Bush. « Si vous ne savez pas qui ils sont en Irak, comment ferez-vous pour les repérer à Istanbul ou à Londres ? » (Washington Post).

Au mois de mai dernier la CIA signalait que « l'Irak est devenu un point de ralliement pour les militants islamistes au même titre que l'avait été l'Afghanistan occupé par les soviétiques il y a 20 ans ou la Bosnie dans les années 90, » selon des officiels US cités par le New York Times. La CIA conclut que « l'Irak fournirait pour les extrémistes islamistes un terrain d'entraînement encore plus efficace qu'Al Qaeda en Afghanistan au début, parce qu'il sert de laboratoire à échelle réelle pour le combat urbain. » Peu après les attentats à Londres au mois de Juillet dernier, Catham House publia un rapport qui concluait qu' « il ne fait aucun doute que l'invasion de l'Irak a donné un coup de pouce au réseau d'Al Qaeda dans les domaines de la propagande, du recrutement et de la récolte de fonds, tout en offrant un terrain d'entraînement idéal pour les terroristes, » et que « la Grande Bretagne est particulièrement menacée parce qu'elle est la plus proche alliée des Etats-Unis » et « un passager » de la politique Américaine en Irak et en Afghanistan. Il y a de nombreux éléments qui montrent – comme prévu – que l'invasion a renforcé la menace terroriste et le risque de prolifération nucléaire. Rien n'indique que les décideurs préfèrent ces conséquences, bien sûr. Mais ils ont des priorités plus importantes qui ne sont obscures que pour ceux qui préfèrent ce que les chercheurs en Droits de l'Homme appellent « l'ignorance volontaire ».

Une fois encore nous trouvons ainsi, très facilement, un moyen de réduire la menace terroriste : arrêter d'agir d'une manière qui, de façon prévisible, renforce le terrorisme. Le renforcement de la menace et de la prolifération par l'invasion avaient bien été prévus, mais parfois d'une manière imprévue. Ainsi, il est courant d'affirmer qu'après de minutieuses recherches aucune Arme de Destruction Massive ne fut découverte en Irak.

Ceci n'est pas tout à fait exact. Il y avait des tonnes d'ADM en Irak. Notamment celles produites dans les années 80, grâce aux bons soins de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, entre autres. Ces sites avaient été sécurisés par les inspecteurs de l'ONU, qui étaient en train de détruire ces armes.

Mais les inspecteurs furent congédiés par les envahisseurs et les sites furent laissés à l'abandon. Cependant, les inspecteurs ont poursuivi leur travail grâce aux images satellites. Ils ont ainsi découvert le pillage massif de plus de 100 sites, dont certains fabriquaient des combustibles liquides et solides pour missiles, des bio toxines et autres produits utilisables comme armes chimiques ou biologiques, des équipement de haute-précision pour fabriquer des pièces d'armes nucléaires ou chimiques et des missiles. Un journaliste Jordanien fut informé par des fonctionnaires chargés de surveiller la frontière irako-jordanienne qu'après la prise de contrôle anglo-américain, des matériaux radioactifs étaient détectés dans un camion sur huit qui traversaient la frontière jordanienne, pour une destination inconnue.

L'ironie de la situation est pratiquement impossible à décrire. La justification officielle de l'invasion anglo-américaine fut d'empêcher l'utilisation d'armes de destruction massive qui n'existaient pas. L'invasion fournit aux terroristes qui avaient été équipés par les Etats-Unis et leurs alliés des moyens de développer des ADM – notamment l'équipement fourni à Saddam, sans considération pour les terribles crimes qui ne furent invoqués que plus tard pour obtenir un soutien à l'invasion. C'est comme si l'Irak était en train de fabriquer une arme nucléaire avec des matériaux fournis par les Etats-Unis sous le règne du Chah d'Irak – ce qui est peut-être bien le cas, d'ailleurs. Les programmes destinés à récupérer et désactiver ce matériel étaient très efficaces dans les années 90 mais, comme pour la guerre contre le terrorisme, ces programmes ont été interrompus, victimes des priorités de l'administration Bush qui consacra son énergie et ses ressources à l'invasion de l'Irak.

Ailleurs dans le Moyen Orient, la terreur est considérée aussi comme un problème secondaire comparé à celui du contrôle de la région. Un autre exemple est celui des nouvelles sanctions de Bush imposées à la Syrie en mai 2004, par la mise en place de la loi «the Syria Accountability Act » votée par le Congrès quelques mois auparavant. La Syrie est sur la liste officielle de pays qui sponsorisent le terrorisme, même si Washington reconnaît que la Syrie n'a pas participé à des actes terroristes depuis de nombreuses années et qu'elle a été très coopérative en fournissant d'importants renseignements à Washington sur Al Qaeda et d'autres groupes islamistes radicaux. Le sérieux des accusations de Washington sur les liens de la Syrie avec le terrorisme est illustré par l'offre faite par Clinton de retirer la Syrie de la liste si celle-ci acceptait les termes d'un accord de paix israélo-syrien. Lorsque la Syrie insista pour récupérer ses territoires perdus, elle fut maintenue sur la liste. L'application de la loi « Syria Accountability Act » priva les Etats-Unis d'importantes sources d'information sur le terrorisme radical islamiste au profit d'un objectif plus important, celui d'instaurer un régime en Syrie qui accepterait les exigences israélo-américaines.

Dans un autre domaine, au sein de Département du Trésor il y a un bureau (OFAC - Office of Foreign Assets Control – Bureau de Contrôles des Biens Etrangers, ndt) qui est chargé d'enquêter sur toutes les transactions financières suspectes et qui est un composant important de la « guerre contre le terrorisme ». En avril 2004, l'OFAC informa le Congrès que sur ses 120 employés, quatre étaient chargés de traquer les finances d'Oussama Ben Laden et de Saddam Hussein, tandis que près de 25 étaient occupés à faire appliquer l'embargo contre Cuba. De 1990 à 2003, le bureau avait mené 93 enquêtes en rapport avec le terrorisme et avait distribué un total de 9.000 dollars d'amendes. Dans le même temps, le bureau avait mené 11.000 enquêtes en rapport avec l'embargo contre Cuba et avait distribué 8.000.000 dollars d'amendes. Ces révélations furent accueillies par le silence des médias US, comme partout ailleurs il me semble.

Pourquoi le Département du Trésor dépenserait-il beaucoup plus d'énergie à étrangler Cuba qu'à mener la « guerre contre le terrorisme » ? Les principales raisons furent expliquées par des documents internes de l'époque Kennedy-Johnson. Des stratèges au sein de Département d'Etat avertirent que « l'existence même » du régime de Castro constituait un « défi réussi » de la politique des Etats-Unis en oeuvre depuis 150 ans, l'époque du Doctrine Monroe, pas des Russes. Mais un défi intolérable aux yeux du maître du continent, tout comme l'Iran qui a commis le crime de le défier avec succès en 1979, ou la Syrie qui a osé rejeter l'offre de Clinton. La punition de toute la population était considérée comme tout à fait légitime, pouvons nous lire dans ces documents. « Le peuple cubain est responsable de ce régime, » décida le Département d'Etat d'Eisenhower, et les Etats-Unis avaient donc le droit de le faire souffrir par un étranglement économique, ensuite par l'escalade d'un terrorisme direct sous Kennedy. Eisenhower et Kennedy étaient d'accord pour dire que l'embargo hâterait la chute de Fidel Castro à cause « de l'impatience croissante de cubains affamés ». L'idée principale fut résumée par un haut fonctionnaire du Département d'Etat, Lester Mallory : Castro serait renversé « par le mécontentement et la désaffection résultant de difficultés économiques provoqués par tous les moyens possibles et qui devront être mis en oeuvre au plus tôt pour affaiblir l'économie quotidienne à Cuba et provoquer la faim et le désespoir et le renversement du gouvernement. » Lorsque Cuba se retrouva dans une situation difficile après la chute de l'Union Soviétique, Washington, à l'initiative de Démocrates libéraux, intensifia la punition du peuple cubain. L'auteur des mesures de 1992 destinées à renforcer le blocus déclara « mon objectif est de semer la chaos à Cuba » (Représentant Robert Torricelli). Tout ceci dure encore de nos jours.

L'administration Kennedy était aussi profondément préoccupée par la menace que pouvait représenter un succès du développement à Cuba et qui pouvait se transformer en modèle pour d'autres expériences. Mis à part ces préoccupations habituelles, un défi réussi est en lui-même un acte intolérable, bien plus grave que le combat contre le terrorisme.

Ceux-ci ne sont que quelques exemples pour illustrer des principes qui sont communément admis, cohérents, assez clairs pour les victimes mais pratiquement imperceptibles pour le monde intellectuel des agents.

Si la lutte contre le terrorisme était une haute priorité pour Washington et Londres, comme elle devrait l'être, il y aurait bien des choses à faire – sans même mentionner cette proposition tabou de ne plus y recourir soi-même.

La première mesure, évidemment, serait de tenter d'en comprendre les racines. En ce qui concerne le terrorisme islamiste, il y a un large consensus parmi les services de renseignement et les chercheurs. Ils identifient deux catégories : les jihadistes, qui se considèrent l'avant-garde, et leur public, qui peut rejeter le terrorisme mais considère que leur combat est juste. Une véritable campagne anti-terroriste commencerait donc par l'examen des reproches formulées et, dans les cas où elles seraient justifiées, une tentative de les corriger, comme cela devrait d'ailleurs être le cas avec ou sans menace terroriste.

Il y a aussi un large consensus parmi les spécialistes pour dire que le terrorisme du style d'Al Qaeda est « aujourd'hui moins le produit de l'intégrisme islamiste que d'un simple objectif stratégique : obliger les Etats-Unis et ses alliés occidentaux à retirer leurs troupes de la péninsule Arabique et d'autres pays musulmans » (Robert Pape, qui a effectué une importante étude sur les kamikazes). Les analystes sérieux font remarquer que chez Ben Laden, il n'y a pas de contradiction entre ses paroles et ses actes. Les jihadistes organisés en Afghanistan par l'administration Reagan et ses alliés mirent fin à leur terrorisme à l'intérieur de la Russie lorsque les Russes se retirèrent de l'Afghanistan, même s'ils ont continué à partir de la Tchétchénie musulmane occupée et scène

d'horribles crimes russes depuis le 19eme siècle. Oussama s'est retourné contre les Etats-Unis en 1991 parce qu'ils considéraient qu'ils occupaient la plus sainte des terres arabes ; chose que le Pentagone reconnut plus tard comme une des raisons pour déplacer les bases de l'Arabie Saoudite vers l'Irak. De plus, il fut vexé par le refus opposé à sa proposition de participer à l'attaque contre Saddam.

Dans l'étude universitaire la plus complète du phénomène jihadiste, Fawaz Gerges conclut qu'après le 11 septembre, « l'attitude dominante envers Al Qaeda au sein de monde musulman était l'expression d'une hostilité, » particulièrement parmi les jihadistes, qui la considéraient comme un aile extrémiste dangereuse. Au lieu de prendre acte de cette hostilité envers Al Qaeda qui offrait à Washington « la moyen la plus efficace pour clouer son cercueil » en trouvant « les moyens de renseignement pour soutenir et appuyer les forces internes opposées à l'idéologie militante de réseau de Ben Laden, » écrit-il, l'administration Bush fit exactement ce que Ben Laden espérait : il choisit la violence, en particulier en envahissant l'Irak.

Al-Ashra, en Egypte, qui est le plus ancien institut de hautes études religieuses du monde islamique, émit un fatwa qui reçut un fort soutien et appelait « tous les musulmans du monde à rejoindre la jihad contre les forces d'invasion américaines » dans une guerre que Bush avait déclarée contre l'Islam. Un dignitaire religieux d'Al-Azhar, qui fut « un des premiers universitaires Musulmans à condamner Al Qaeda et qui fut souvent critiqué par les religieux ultra conservateurs comme un réformateur pro-occidental, déclara qu'empêcher l'invasion Américaine (de l'Irak) était le « devoir de tout musulman » » Des enquêtes menées par les services de renseignement Israéliens et Saoudiens, confirmés par les instituts d'études stratégiques US, arrivèrent à la conclusion que les combattants étrangers en Irak, qui composent de 5 à 10 % des insurgés, avaient été mobilisés par l'invasion et n'avaient eu dans le passé aucun lien avec l'islamisme radical ou les groupes terroristes. Les résultats obtenus par l'administration Bush dans le renforcement de l'extrémisme islamiste et du terrorisme, et son ralliement à Oussama pour créer un « choc de civilisations », sont très impressionnants.

L'agent de la CIA chargé de traquer Ben Laden depuis 1996, Michael Scheuer, écrit que « Ben Laden a été précis envers l'Amérique dans son énoncé des raisons pour lesquelles il mène une guerre contre nous. Aucune de ces raisons n'a quelque chose à voir avec notre liberté, notre démocratie, mais toutes ont quelque chose à voir avec la politique des Etats-Unis dans le monde musulman . » L'objectif d'Oussama est de « modifier radicalement la politique US et de l'Occident envers le monde musulman » écrit Scheuer. « C'est un guerrier pragmatique, pas un terroriste de l'apocalypse à la recherche de l'Armageddon ». Comme le répète Oussama sans cesse, « Al Qaeda ne soutient aucune insurrection islamiste qui cherche à conquérir de nouvelles terres. » Mais Washington, préférant les mensonges qui confortent, ignore « le pouvoir idéologique, la danger mortel et le potentiel de croissance d'une menace personnifiée par Oussama Ben Laden, tout comme l'impulsion donnée à cette menace par l'invasion US et l'occupation d'un pays musulman, ce qui représente une cerise sur le gâteau d'Al Qaeda. » « Les forces armées et la politique des Etats-Unis sont en train de parachever la complète radicalisation du monde islamique, chose que Ben Laden avait tenté avec quelques résultats non concluants depuis le début des années 90. En conséquence, [ajoute Scheuer], il est raisonnable de conclure que les Etats-Unis d'Amérique demeurent le seul allié indispensable de Ben Laden. »

Ces critiques sont très sérieuses. Une commission consultative du Pentagone conclut l'année dernière que « les musulmans ne détestent pas notre liberté, mais détestent plutôt notre politique, » ajoutant que « lorsque l'Amérique parle d'apporter la démocratie dans des sociétés islamiques, ceci n'est perçue que comme l'expression d'une hypocrisie pour servir nos intérêts. » De telles conclusions ne datent d'hier. En 1958, le Président Eisenhower était interloqué par « la campagne de haine contre nous » dans le monde arabe, « pas par les gouvernements mais par les peuples, » qui sont « du côté de

Nasser », et soutiennent un nationalisme laïque et indépendant. Les raisons d'une telle « campagne de haine » furent soulignées par le Conseil de Sécurité Nationale : « aux yeux de la majorité des Arabes, les Etats-Unis apparaissent comme opposés aux objectifs du nationalisme arabe. Ils croient que les Etats-Unis cherchent à protéger leurs intérêts dans le pétrole du Proche Orient en soutenant un statu quo et en s'opposant aux progrès économiques et politiques. » De plus, cette perception des choses est compréhensible : « nos intérêts économiques et culturels dans la région ont assez naturellement mené les Etats-Unis à tisser leurs relations avec les éléments du monde arabe qui trouvent un intérêt à préserver leurs relations avec l'occident et au maintien du statu quo dans leur pays, » en bloquant la démocratie et le développement.

Le Wall Street Journal arriva à une conclusion similaire lors d'une enquête d'opinion auprès de « musulmans fortunés » au lendemain du 11 septembre : des banquiers, des hommes d'affaires, partisans des « valeurs occidentales » et intégrés dans le projet de néolibéralisation globale. Eux aussi se déclaraient consternés par le soutien de Washington aux régimes autoritaires et violents et les barrières posées devant le développement et la démocratie par le « soutien aux régimes répressifs ». Cependant, ils avaient de nouveaux griefs à formuler au-delà de ceux déjà signalés par le CSN en 1958 : les sanctions imposées par Washington contre l'Irak et son soutien à l'occupation militaire israélienne et la saisie des territoires occupés. Il n'y eut aucune enquête d'opinion auprès de la grande majorité de pauvres, ce ceux qui souffrent. Mais il est probable que chez eux les sentiments soient encore plus intenses, doublés d'un ressentiment amer contre les élites dirigeants pro-occidentaux, corrompus et brutaux, soutenus par l'occident pour garantir que les énormes richesses de la région continuent de couler vers l'Ouest, tout en s'enrichissant au passage. L'invasion de l'Irak n'a fait qu'intensifier ces sentiments, comme prévu.

Il existe des moyens constructifs pour s'attaquer au problème du terrorisme, mais ces moyens ne sont pas ceux préférés par « l'allié indispensable de Ben Laden, » ni par ceux qui tentent d'ignorer la réalité en prenant des poses héroïques contre l'islamo-fascisme, ou en affirmant qu'il n'y a pas de solutions alternatives proposées, alors qu'il y en a mais qu'ils préfèrent ne pas les entendre. Et une politique constructive doit commencer par un examen objectif dans le miroir, une tâche qui n'est jamais facile, mais toujours indispensable.

* * * * *

Traduction offerte avec les compliments de
Cuba Solidarity Project

<http://vdedaj.club.fr/cuba/>

« Lorsque les Etats-Unis sont venus chercher Cuba,
Nous n'avons rien dit, nous n'étions pas cubains. »